

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AVITAIR

11-13-TOUR PACIFIC LA DEFENSE 11 COURS VALMY
92800 Puteaux

Références : 06/03/2025_Avitair_Lesquin
Code AIOT : 0007001284

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement AVITAIR implanté ROUTE DE L'AEROPORT AEROGARE FRET AEROPORT DE LESQUIN 59810 LESQUIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La démarche du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I) vise à maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements les plus critiques, du fait des risques environnementaux et accidentels qu'ils présentent. Dans ce but, le référentiel associé au PM2I demande aux exploitants:

- de recenser les équipements concernés;
- d'en définir des modalités de contrôle;
- puis d'aller contrôler périodiquement les équipements recensés selon les programmes de contrôle définis.

En 2025, une action nationale d'inspection a pour objectif de vérifier la bonne appropriation dans le temps du cadre réglementaire et la mise en œuvre pérenne des différentes exigences de suivi des équipements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVITAIR
- ROUTE DE L'AEROPORT AEROGARE FRET AEROPORT DE LESQUIN 59810 LESQUIN
- Code AIOT : 0007001284
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est implantée dans la zone aéroportuaire de Lille-Lesquin, sur la commune de Fretin (59). Elle occupe une superficie de 8 500 m².

Le dépôt AVITAIR se situe dans le périmètre contrôlé de l'aéroport, dans l'alignement des bâtiments les plus importants: hall de fret, aérogare, centre de secours (SDIS)...

La société AVITAIR, filiale à 100% de la société des pétroles SHELL, exploite depuis le 10 janvier 2015 le dépôt pétrolier auparavant exploité par la société AIR TOTAL.

L'activité du site consiste à assurer les opérations d'avitaillement des avions sur les pistes de l'aéroport de Lille-Lesquin.

Le dépôt AVITAIR emploie 10 personnes. AVITAIR a signé depuis janvier 2015 une convention temporaire d'occupation du domaine public aéroportuaire pour exploiter ses installations. En moyenne, l'exploitant commercialise 30 000 m³ par an de kérosène.

Le site comporte les installations pétrolières suivantes:

- une zone de déchargement et de chargement de camions citerne avec un poste de dépotage et 2 aires de chargement de véhicules avitailleurs ;
- deux réservoirs aériens (R01 et R02) de capacité unitaire de 730 m³ placés dans une même rétention dédiés au stockage de JET A1 (kérosène);
- une cuve enterrée (R06) de 10 m³ contenant du gasoil;
- une cuve enterrée horizontale de 50 m³ (R04) qui n'est plus utilisée;
- une cuve (R05) pour les purges de JET A1, de capacité de 10m³ est un équipement de procédé qui n'est plus utilisé comme du stockage;
- une pomperie reliant les deux réservoirs aux postes de déchargement et de chargement;

On trouve aussi sur le site un bâtiment administratif et un bâtiment technique.

Un porter à connaissance pour la construction d'un poste de dépotage déporté a été instruit et un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été proposé à M. le préfet.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Demande d'action corrective	1 mois
6	5) Modalités	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de suivi des réservoirs soumis au PMII	03/10/2010, article 29		
8	8) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
10	7) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
2	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	Sans objet
3	2) Recensement des réservoirs soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
4	3) Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	Sans objet
7	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
9	6) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Avitair a réalisé le recensement des équipements soumis à PM2I de ses installations (réservoirs, Tuyauterie et ouvrages de génie civil).

L'inspection relève que les plans d'inspections sont à compléter et des compléments d'inspection à réaliser.

La société Avitair a mandaté le bureau d'étude Ekium et l'APAVE pour l'accompagner dans cette démarche.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats : L'établissement relève du régime de l'autorisation préfectorale au titre des rubriques 1434 et 4734. L'établissement d'Avitair est ainsi visé par la démarche PM2I au titre de l'AM du 4/10/2010.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 1) Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats :

<p>L'établissement ne relève pas du régime de l'autorisation pour une autre rubrique que les rubriques dites liquides inflammables.</p> <p>L'établissement relève du régime de l'autorisation préfectorale au titre des rubriques 4734.</p> <p>L'établissement d'Avitair est ainsi visé par la démarche PM2I au titre de l'AM du 3/10/2010.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport définissant les équipements et ouvrages rentrant dans le périmètre PM2I. La localisation de ces équipements est présentée sur les plans du site. Le recensement a été réalisé sur la base de la DT90 du guide professionnel pour la définition du périmètre de l'AM DU 4/10/2010.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PM2I

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 03/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un recensement des cuves relevant de l'article 29 de l'AM du 03/10/10.</p> <p>2 réservoirs verticaux de stockage R01 et R02 contenant chacun 750 m³ de liquides inflammables entrent dans le périmètre PM2I.</p> <p>Le liquide inflammable stocké est de catégorie 3 (H226), l'exploitant a transmis la FDS de ce produit.</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de localisation des réservoirs, l'inspection n'a pas relevé la présence d'autre réservoir aérien de plus de 10 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : 3) Examen d'un dossier de réservoir

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 03/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ; - volume du réservoir ; - matériaux de construction, y compris des fondations ; - existence d'un revêtement interne et date de dernière application ; - date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ; - liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ; - dates, types d'inspection et résultats ; - réparations éventuelles et codes utilisés.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les dossiers d'installations des deux réservoirs aériens d'une capacité unitaire de 750 m³. Les réservoirs ont été mis en service en 1995, le matériau de construction est de l'acier carbone (code S235JRG2), ils sont installés sur un radier béton. Un revêtement interne est présent jusqu'au toit : une résine EPIKOTE de marque ENDOKOTE 469/14. L'exploitant a présenté le PV d'épreuve hydraulique initiale du 11/04/1995. Ces réservoirs ont contenu uniquement du kérosène. Des retouches ont été réalisées sur les 2 réservoirs, suite à l'inspection quinquennale de 2020. L'exploitant a présenté un tableur listant les inspections périodiques, l'inspection constate l'absence d'un historique des réparations. A l'issue de l'inspection, l'exploitant nous a transmis pour chaque réservoir la fiche de suivi des inspections et réparations.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : 4) Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 03/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. Ce plan comprend : - des visites de routine ; - des inspections externes détaillées ; - des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.</p> <p>Constats :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>Constats</p> <p>Les réservoirs sont en contact direct avec le sol, une visite Hors Exploitation Détaillée (HED) est donc obligatoire. Ces inspections sont réalisées par un organisme externe habilité. Des inspections annuelles sont réalisées par l'exploitant selon des procédures internes. Les réservoirs n'ont pas de spécificité particulière hormis le revêtement interne. L'inspection constate que les plans d'inspections des installations ne sont pas formalisés. L'ordre du jour de notre inspection ayant été communiqué à l'exploitant le 29/01/2025, la société Avitair a mandaté le bureau d'étude Ekium pour l'accompagner dans la préparation de cette inspection, dans ce cadre elle a également recours à l'APAVE pour son expertise PM21.</p> </div>

L'APAVE a identifié l'absence de plan d'inspection et établi un devis pour la réalisation de ces documents. L'exploitant a souhaité attendre l'inspection pour établir le bon de commande. Ce devis a été présenté en salle, l'inspection a rappelé qu'il est demandé d'avoir un plan d'inspection formalisé a minima, par exemple, une fiche pour l'ensemble des réservoirs comparables du site détaillant les modalités de contrôle, cette fiche pouvant être directement l'annexe 4 du DT 94.

Le bon de commande n° 2025-043 pour la formalisation des plans d'inspection a été transmis à l'inspection et il a été convenu que ces derniers soient transmis à l'inspection dans un délai d'un mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection, sous un mois, les plans d'inspections.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : 5) Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – rapport inspection 03/10

Prescription contrôlée :

29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...) L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.

29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis

aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.

Constats :

RO1

Pour le réservoir R01 une visite externe détaillée (ED) a été réalisée en février 2025.

Elle a consisté essentiellement en un nettoyage dégazage effectué par la société SODI sous traitant de la société Ponticeli. Au regard de l'absence de plan d'inspection répondant au suivi des équipements PM2I (cf point précédent), une nouvelle visite externe détaillée sera réalisée avant le 6/04/2025.

Les autres ED ont été réalisées en février 2016 et février 2011, en février 2020 une visite d'inspection hors exploitation détaillée (HED) valant ED a été réalisée.

Une autre HED a été réalisée par la société SCANCAP en nov 2010 lors de l'exploitation du site par la société TOTAL.

RO2

Pour le réservoir R02 une visite ED a été réalisée en février 2025, comme pour le R01 une nouvelle ED va être planifiée. Une HED (valant ED) ayant été réalisée en juin 2020, l'exploitant effectuera cette inspection avant juin 2025. Les autres ED ont été réalisées en février 2016 et février 2011.

Une autre HED a été réalisé par la société SCANCAP en nov 2010 lors de l'exploitation du site par la société TOTAL.

L'exploitant utilisant des fiches de visite de routine interne au groupe, suite à l'inspection, la société APAVE a établi un document de visite de routine annuelle répondant au guide DT94.

Les synthèses des rapports des visites d'inspection hors exploitation détaillée (HED) des réservoirs R01 et R02, réalisées en Février 2020 par la société MISTRAS ont été transmis à l'inspection.

Ces rapports mentionnent des préconisations préventives concernant les revêtements dégradés sur le fond, l'exploitant a transmis les photos montrant la réparation des revêtements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure de la réalisation d'une visite externe détaillée sous 1 mois du réservoir R01 et avant le 06/06/2025 pour le réservoir R02.

Les rapports sont transmis à l'inspection dès réception.

Pour les visites annuelles, l'exploitant utilise le document de visite périodique conforme à la DT94 et s'assure de son archivage afin de pouvoir être présenté en cas de demande par l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

Les tuyauteries transportant le Jet A-1 sont classées H350 ET H411, l'exploitant a recensé les tuyauteries supérieure ou égales à DN 100 du dépôt soumises à suivi PM2I, ont été exclues les tuyauteries situées dans des rétentions.

4 tuyauteries sont soumises :

- 1 ligne DN150 alimentant le poste d'essais,
- 1 ligne DN100 de dépotage : reliant l'îlot de dépotage à la pomperie,
- 2 lignes DN100 de chargement reliant la pomperie aux îlots de chargement.

Les plans des tuyauteries ont été consultés dans le document de définition du périmètre PM2I transmis par l'exploitant en amont de la visite.

L'exploitant a déposé un projet de poste de dépotage déporté, ce dossier a été instruit et l'inspection a proposé à M le préfet un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Pour la réalisation de ce projet, une ligne de tuyauterie de jet-A1 de DN 100 sera installée, celle-ci cheminera de manière aérienne et dans 2 caniveaux inspectables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dès la mise en service du nouveau poste de dépotage, l'exploitant s'assure du bon recensement des équipements soumis à PM2I.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : 8) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Modalités de suivi PM2I des tuyauteries et capacités
Prescription contrôlée : (...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)
Constats : La périodicité maximale d'inspection des tuyauteries a été fixée à 5 ans par l'APAVE en fonction de la classe de service de ces équipements, soit la classe 1. (classe 1 : 60 mois, classe 2 : 108 mois, classe 3 : 144 mois, classe 4 : adaptée au cas par cas). Les tuyauteries sont en inox, un contrôle d'étanchéité a été réalisé en janvier 2022 par la société Ponticeli, puis en septembre 2024 et janvier 2025 pour les tuyauteries de DN100. Les tuyauteries sont sous protection cathodique avec un contrôle annuel de cette protection par la société SOCOTEC. Comme pour les réservoirs, l'APAVE va établir un plan d'inspection des tuyauteries dans un délai d'un mois, et réaliser les inspections complémentaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan d'inspection des tuyauteries est transmis à l'inspection dans un délai d'un mois et l'exploitant réalise sous le même délai une inspection de ces équipements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : 6) Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

Constats :

L'exploitant a recensé les ouvrages visés par l'art. 6 de l'AM du 04/10/2010 dans le document de définition du périmètre PM2I.

Les ouvrages visés sont :

- les massifs des réservoirs R01 et R02,
- la cuvette de rétention des réservoirs R01 et R02,
- la cuvette de rétention de la pomperie contenant des tuyauteries de JET supérieures ou égales à DN100.

Le projet va également modifier les rétentions au niveau de la pomperie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant examine dès la mise en service du nouveau poste de dépotage les nouvelles rétentions entrant dans le champ du suivi PM2I.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : 7) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Constats :

Dans le document de définition du périmètre PM2I, il est fait référence au guide DT 98 pour le suivi des ouvrages. L'inspection a rappelé les références des guides à suivre en fonction des équipements.

DT 92 - Guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures - Cuvettes de rétention et fondations de réservoirs

DT 98 - Guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures Ponts de tuyauteries

Suite à l'inspection, l'exploitant a corrigé les références pour le suivi des ouvrages de son document définition du périmètre PM2I.

Les massifs des réservoirs R01 et R02, la cuvette de rétention des réservoirs R01 et R02 et la cuvette de rétention de la pomperie ont fait l'objet d'une vérification en janvier 2022 par la société Token ; cette vérification a conduit la société Avitair à mandater la société TSG pour réparer des fissures présentes sur les rétentions des réservoirs. Ces réparations réalisées en 2022 se sont dégradées avec les variations climatiques. La société AVITAIR a demandé à la société TSG de reprendre les travaux réalisés. L'exploitant a transmis le bon de commande 25N0227 de la société TSG mandant la société SEAP pour la reprise, dans un délai de 3 mois, des fissures par un traitement avec système Triflex.

Pour la préparation de cette inspection, l'APAVE a identifié l'absence de plan d'inspection et établi un devis pour la réalisation de ces documents, au regard de ce plan une nouvelle inspection est planifiée dès la finalisation des travaux de la société SEAP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan d'inspection est transmis dans un délai d'un mois, la reprise des fissures est réalisée dans un délai de 3 mois et une inspection des rétentions est réalisée dès la fin des travaux. L'exploitant s'assure du bon vieillissement de la reprise des fissures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois